



Sections du Bas-Rhin

Communiqué de presse

Le plan social aux Finances publiques continue en 2023

L'évolution en cours de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) est marquée par un affaiblissement profond du service public pour les usagers et les collectivités locales : suppressions/regroupements des services, industrialisation des missions, éloignement des interlocuteurs.

Ainsi, en **2021 et 2022 ont été supprimés 25 services** dans le département du Bas-Rhin:

- 17 Trésoreries : Villé, Barr, Marckolsheim, Truchtersheim, Wasselonne, Obernai, Molsheim, Illkirch, Seltz, Drusenheim, Schiltigheim, Brumath, Schirmeck, Soultz, Niederbronn, Wissembourg, Bouxwiller ;
- 5 Services des Impôts des Particuliers (SIP) : Erstein, Molsheim, Haguenau, Illkirch, Schiltigheim et Sarre-Union ;
- 3 Services des Impôts des Entreprises (SIE) de Sélestat, Schiltigheim et Saverne.

La DGFIP n'est plus physiquement présente qu'à Wissembourg, Sarre-Union, Saverne, Haguenau, Bischwiller, Schiltigheim, Strasbourg, Molsheim, Erstein et Sélestat. Mais jamais pour l'ensemble de ses missions !

A rebours des leçons de la crise sanitaire qui a remis en lumière le besoin d'un Service public de proximité, la DGFIP persiste à continuer dans la mise en œuvre de réformes consistant à éloigner davantage ses services de l'usager, des collectivités territoriales et des élus.

Toutes ces restructurations ne visent pas à rendre un meilleur service public aux citoyens, usagers et élus, mais bien à pallier les suppressions d'emplois massives subies depuis des années.

En effet, les suppressions d'emplois de fonctionnaires d'État se concentrent sur la seule DGFIP avec une saignée annuelle dans les effectifs : **30 emplois supplémentaires perdus dans le Bas-Rhin en 2023, 473 suppressions depuis** la création de la DGFIP en 2008 (33 000 au niveau national).

Les élus du personnel FO, Solidaires, CFDT, CFTC, CGT dénoncent ces nouvelles suppressions d'emplois et se refuse à participer au Comité Social d'Administration Local (CSAL) de ce 10 janvier visant à valider cette casse sociale !

Le 10 janvier étant par ailleurs un jour d'annonces gouvernementales sur les retraites, l'Intersyndicale 67 ne peut que réaffirmer son opposition totale et unanime à une nouvelle réforme des retraites et à un allongement de l'âge de départ.

62 ans, c'est déjà trop, alors 64 ou 65 ans, c'est NON !

